



# **RAPPORT DE SYNTHÈSE SUR L'IMPACT COLLECTIF DES TRAVAUX DES MEMBRES (2021 à 2023)**

**RÉSEAU NATIONAL DE FORMATION  
EN JUSTICE (RNFJ)**

**Avril 2024**



Sans frais : 1-866-551-2637 | Télécopieur : 613 244-0699 | 223, rue Main, Ottawa (Ontario) K1S 1C4

## TABLE DES MATIÈRES

<b>1. MANDAT .....</b>	<b>3</b>
<b>2. CONTEXTE ET MÉTHODOLOGIE .....</b>	<b>3</b>
<b>3. LIMITES DE LA MÉTHODOLOGIE .....</b>	<b>4</b>
<b>4. PORTRAIT QUANTITATIF DES ACTIVITÉS DES MEMBRES DU RNFJ DE 2021 À 2023 .....</b>	<b>4</b>
<b>5. CONSTATS RELATIFS AUX FORMATIONS OFFERTES PAR LES MEMBRES DU RNFJ .....</b>	<b>4</b>
5.1.    Constats généraux .....	4
5.1.1.    Nombre total d’inscriptions aux formations .....	4
5.1.2.    Modes de prestation des formations .....	4
5.1.3.    Portée géographique des formations .....	5
5.2.    Formations en cours d’emploi .....	5
5.2.1.    Nombre d’inscriptions aux formations en cours d’emploi .....	5
5.2.2.    Groupes cibles des formations en cours d’emploi .....	5
5.2.3.    Retombées qualitatives des formations en cours d’emploi .....	6
5.3.    Programmes de formation postsecondaire .....	7
5.3.1.    Nombre d’inscriptions aux programmes de formation postsecondaire .....	7
5.3.2.    Nombre de personnes diplômées.....	7
5.3.3.    Retombées qualitatives des programmes de formation postsecondaire .....	7
<b>6. CONSTATS RELATIFS AUX OUTILS JURIDIQUES ET JURILINGUISTIQUES.....</b>	<b>8</b>
6.1.    Nombre et types d’outils juridiques et jurilinguistiques produits et enrichis .....	8
6.2.    Clientèle cible des outils juridiques et jurilinguistiques .....	8
6.3.    Disponibilité des outils juridiques et jurilinguistiques.....	9
6.4.    Retombées qualitatives des outils juridiques et jurilinguistiques .....	9
<b>7. CONSTATS RELATIFS AUX PARTENARIATS ET AUX COLLABORATIONS.....</b>	<b>9</b>
7.1.    Nombre de partenariats et de collaborations .....	10
7.2.    Objectifs des partenariats et des collaborations .....	10
7.3.    Retombées qualitatives des partenariats et des collaborations .....	11
<b>8. CONCLUSIONS DE L’ÉVALUATION.....</b>	<b>11</b>
<b>9. ANNEXE .....</b>	<b>12</b>

## 1. Mandat

Le mandat de la présente évaluation est de produire un rapport de synthèse des activités réalisées par les membres du Réseau national de formation en justice (RNFJ) au cours des exercices 2021-2022 et 2022-2023. Ce rapport est destiné aux membres du RNFJ et au ministère de la Justice du Canada. Toutes les informations concernant le RNFJ se trouvent à l'adresse suivante : [rnfj.ca](http://rnfj.ca).

## 2. Contexte et méthodologie

Le présent rapport est la suite de l'évaluation précédente effectuée pour la période 2018-2019 à 2020-2021 (voir le rapport intitulé *Rapport de synthèse sur l'impact des travaux des membres de 2018 à 2021* en annexe).

La méthodologie utilisée pour réaliser la présente évaluation comprend les éléments suivants :

1. La revue de rapports d'activités et de rapports de projets (sommaires et finaux) préparés par les organismes membres du RNFJ qui sont bénéficiaires du Fonds d'appui à l'accès à la justice dans les deux langues officielles;
2. La revue de rapports annuels d'organismes membres du RNFJ;
3. La revue de questionnaires remplis par des membres du RNFJ;
4. La revue des sites Web des membres du RNFJ;
5. La revue des rapports des rencontres des membres du RNFJ;
6. La tenue d'entretiens avec des membres du RNFJ;
7. Une analyse des données recueillies.

Les indicateurs quantitatifs sur lesquels porte l'évaluation sont les suivants :

1. Le nombre d'inscriptions aux formations en cours d'emploi offertes par les membres du RNFJ;
2. Le nombre d'inscriptions aux programmes de formation postsecondaire dans les domaines du droit et de la justice offerts par les membres du RNFJ;
3. Le nombre de personnes diplômées de ces programmes de formation postsecondaire offerts par les membres du RNFJ;
4. Le nombre d'outils juridiques et jurilinguistiques produits et enrichis par les membres du RNFJ;
5. Le nombre de partenariats et de collaborations conclus par les membres du RNFJ.

Les indicateurs qualitatifs sur lesquels porte l'évaluation sont les opinions, les perceptions ainsi que les constats tirés de la revue documentaire et des entretiens effectués avec des membres concernant leurs initiatives et leur travail collaboratif.

Tous les membres du RNFJ ayant au moins un des mandats suivants ont participé activement à l'évaluation qui fait l'objet de ce rapport :

- Offrir des formations dans les domaines du français juridique, du droit et de la justice (programmes de formation postsecondaire et formations en cours d'emploi);
- Élaborer des outils juridiques et jurilinguistiques;
- Œuvrer dans le domaine de l'évaluation et de la certification linguistiques en contexte juridique.

Tant les organismes non bénéficiaires que les organismes bénéficiaires du Fonds d'appui à l'accès à la justice dans les deux langues officielles ont participé à la présente évaluation, ce qui a permis d'avoir une vue d'ensemble complète des divers travaux des membres du RNFJ et de l'impact de ceux-ci.

### 3. Limites de la méthodologie

Pour faciliter la collecte de données, plusieurs méthodes ont été utilisées, notamment une analyse documentaire, l'administration de questionnaires et la réalisation d'entrevues. En raison des diverses méthodes de collecte utilisées, la nature et le niveau de détail des données recueillies pourraient varier.

### 4. Portrait quantitatif des activités des membres du RNFJ de 2021 à 2023

Les données suivantes brossent un portrait quantitatif des activités des membres du RNFJ pour la période allant de 2021 à 2023 :

- 7 106 inscriptions distinctes aux formations offertes :
  - 5 436 inscriptions aux formations en cours d'emploi;
  - 1 670 étudiantes et étudiants inscrits à des programmes de formation postsecondaire;
- 767 diplômées et diplômés des programmes de formation postsecondaire;
- 1 008 outils juridiques et jurilinguistiques produits et enrichis;
- 609 partenariats et collaborations conclus;
- 110 évaluations et certifications linguistiques effectuées.

### 5. Constats relatifs aux formations offertes par les membres du RNFJ

#### 5.1. Constats généraux

##### 5.1.1. Nombre total d'inscriptions aux formations

Les membres du RNFJ ayant participé à l'évaluation ont enregistré 7 106 inscriptions distinctes à leurs activités de formation. Ces formations comprennent des formations en cours d'emploi ainsi que des programmes de formation postsecondaire.

##### 5.1.2. Modes de prestation des formations

Durant la période allant de 2021-2022 à 2022-2023, les membres du RNFJ ont offert des formations selon des modes de prestation variés : formations en ligne, en personne, en mode hybride et en mode asynchrone.

Le choix du mode de prestation varie selon le type de formation, les besoins ciblés et la portée géographique de la formation.

### 5.1.3. Portée géographique des formations

Les participantes et participants aux activités de formation viennent de régions diverses. En effet, les formations en cours d'emploi attirent des personnes provenant de toutes les provinces et de deux territoires canadiens (les Territoires du Nord-Ouest et le Yukon), mettant en évidence la portée nationale des formations.

Pour ce qui est des programmes de formation postsecondaire, les programmes collégiaux ont attiré une clientèle étudiante provenant de l'Ontario, du Nouveau-Brunswick et du Québec. Par ailleurs, les programmes universitaires ont une portée géographique plus large, la clientèle étudiante inscrite à ces programmes provenant de huit provinces canadiennes, à savoir la Colombie-Britannique, l'Alberta, la Saskatchewan, le Manitoba, l'Ontario, le Québec, le Nouveau-Brunswick et la Nouvelle-Écosse.

L'information disponible concernant le pays d'origine de la clientèle étudiante internationale inscrite à un programme de formation postsecondaire offert par un établissement du Canada révèle la présence d'étudiants provenant de divers pays tels que la Belgique, l'Iran, la France, le Burkina Faso, le Sénégal, le Maroc, l'Afrique du Sud et la République démocratique du Congo.

## 5.2. Formations en cours d'emploi

### 5.2.1. Nombre d'inscriptions aux formations en cours d'emploi

Au cours de la période visée, les formations en cours d'emploi offertes par les membres du RNJ ont attirés 5 436 inscriptions au total (2 692 inscriptions en 2021-2022 et 2 744 inscriptions en 2022-2023).

Voici quelques exemples de formations en cours d'emploi offertes durant la période concernée :

- Des formations en français juridique, en rédaction juridique et en terminologie du droit de la famille et du droit criminel;
- Des ateliers et des formations en langage clair;
- Des ateliers de plaidoirie.

Dans certains cas, des partenariats ont été formés, ce qui a permis aux participantes et aux participants aux formations en cours d'emploi de passer un test d'évaluation de compétence linguistique en contexte juridique. Entre 2021 et 2023, 75 professionnels et professionnelles de la justice ont fait l'objet d'une évaluation de compétence linguistique.

### 5.2.2. Groupes cibles des formations en cours d'emploi

Les intervenantes et intervenants cibles ayant participé aux formations en cours d'emploi sont les suivants :

- Des procureurs et des procureures de la Couronne provinciaux et fédéraux;
- Des médiatrices et des médiateurs;
- Des juges et des juges de paix;
- Des avocates et des avocats de l'aide juridique;
- Des avocates et des avocats du secteur privé;
- Des agentes et des agents de police;
- Des personnes employées des programmes de services aux victimes;

- Des personnes employées des bureaux des services aux tribunaux, y compris des greffiers et des greffières, des sténographes ainsi que des adjointes et des adjoints juridiques;
- Des agentes et des agents de probation et de libération conditionnelle;
- Des interprètes judiciaires;
- Des traductrices et des traducteurs juridiques.

### 5.2.3. Retombées qualitatives des formations en cours d'emploi

Comme indiqué précédemment, les retombées qualitatives ont été analysées en fonction des opinions, des perceptions et des constats tirés de la revue documentaire et des entretiens effectués avec des membres concernant leurs initiatives et leur travail collaboratif. Il s'agit donc d'une analyse subjective.

En plus des compétences linguistiques et juridiques acquises par les personnes participantes, les retombées des formations sont nombreuses et comprennent l'adoption d'une attitude positive et la démonstration d'un engagement à l'égard de l'accès à la justice en français ainsi que la compréhension des enjeux entourant l'accès à la justice en français.

Selon les membres du RNFJ, les formations sensibilisent directement et indirectement divers intervenantes et intervenants du système de justice aux questions liées à l'accès à la justice dans les deux langues officielles.

Les formations, surtout lorsqu'elles sont offertes en présentiel, favorisent le réseautage entre les personnes participantes ainsi qu'entre ces dernières et les formatrices et formateurs. En l'absence de ces formations, ce réseautage serait limité, puisque peu de forums rassemblent les intervenantes et intervenants bilingues du secteur de la justice. Le réseautage entre les participants :

- Favorise le dialogue et les échanges dans un cadre informel;
- Permet la création de réseaux et d'échanges interrégionaux, facilitant ainsi le partage de ressources et le soutien parmi les professionnels bilingues répartis dans différentes régions;
- Enrichit les connaissances des participants sur les évolutions et les pratiques juridiques à l'échelle régionale, par exemple les pratiques en matière d'offre active de services juridiques en français.

De plus, les membres du RNFJ qui organisent les formations constatent que le réseautage avec les participants leur permet :

- De déterminer les besoins particuliers des diverses clientèles sur le terrain en matière de formation;
- D'adapter leurs formations, leurs interventions et leurs ressources aux besoins et aux pratiques qui ont été mis en évidence;
- D'élargir leurs réseaux de personnes-ressources dans différents domaines et diverses régions pour ainsi favoriser le rayonnement des formations. En effet, des participantes et des participants aux formations deviennent des ambassadeurs des initiatives des membres du RNFJ.

De nombreuses personnes suivent plus d'une formation ou suivent une formation à plusieurs reprises, ce qui dénote l'appréciation et le besoin des programmes offerts ainsi que l'engagement à l'égard des formations en cours d'emploi.

### 5.3. Programmes de formation postsecondaire

#### 5.3.1. Nombre d'inscriptions aux programmes de formation postsecondaire

Durant la période allant de 2021 à 2023, les établissements postsecondaires ont enregistré un total de 1 680 inscriptions distinctes dans divers programmes de droit et de justice. Ces inscriptions étaient réparties comme suit :

- **842 étudiantes et étudiants inscrits à un programme collégial;**
- **838 étudiantes et étudiants inscrits à un programme universitaire.**

Voici les types de programmes universitaires et collégiaux offerts durant la période concernée :

- Programmes universitaires :
  - Droit-Common law en français;
  - Droit et justice;
- Programmes collégiaux :
  - Adjoint juridique;
  - Parajuriste;
  - Techniques des services policiers;
  - Techniques correctionnelles;
  - Techniques d'intervention en délinquance;
  - 911 et répartition en services d'urgence;
  - Intervention correctionnelle avancée pour populations complexes.

De plus, entre 2021 et 2023, 35 étudiantes et étudiants inscrits dans une faculté de droit se sont soumis à une évaluation de leurs compétences linguistiques.

#### 5.3.2. Nombre de personnes diplômées

Le nombre de personnes diplômées issues des programmes de formation postsecondaire offerts par les établissements membres du RNFJ durant la période 2021-2022 à 2022-2023 s'élève à 767, soit 341 personnes diplômées des programmes universitaires et 426 personnes diplômées des programmes collégiaux.

#### 5.3.3. Retombées qualitatives des programmes de formation postsecondaire

Les membres du RNFJ indiquent que les bénéficiaires des programmes de formation postsecondaire vont bien au-delà de l'obtention d'un diplôme et de l'acquisition de connaissances juridiques.

Les composantes expérientielles des formations, comme les stages et les projets communautaires, créent des occasions d'emploi et mènent à l'établissement de réseaux francophones et bilingues pour l'avenir.

De plus, des initiatives pédagogiques innovantes, comme les concours de plaidoirie pancanadiens, permettent aux étudiantes et aux étudiants bilingues de diverses régions de se rencontrer et de tisser des liens professionnels avec leurs pairs qui aspirent aussi à devenir des juristes bilingues.

Les programmes de formation postsecondaire offerts par les membres du RNFJ accroissent la sensibilisation aux questions liées à l'accès à la justice dans les deux langues officielles et renforcent les liens au sein de la communauté francophone, ce qui incite les diplômés à demeurer engagés et à rester en contact après leur parcours de formation.

Enfin, les membres ont observé une nette progression de la confiance des étudiantes et des étudiants à l'égard de leurs propres compétences linguistiques en français.

## **6. Constats relatifs aux outils juridiques et jurilinguistiques**

### **6.1. Nombre et types d'outils juridiques et jurilinguistiques produits et enrichis**

L'évaluation a recensé que 1 008 outils juridiques et jurilinguistiques distincts (355 en 2021-2022 et 653 en 2022-2023) ont été produits et enrichis par les membres du RNFJ.

Comme il a été indiqué dans l'évaluation précédente (voir en annexe), ces outils sont variés et comprennent notamment :

- La normalisation du vocabulaire français de la common law;
- La production de lexiques et de mini-lexiques;
- L'ajout et l'enrichissement de fiches à Juriterm;
- La révision du Juridictionnaire;
- La production et la traduction de modèles d'actes;
- La rédaction d'articles de blogue traitant d'une variété de sujets;
- L'élaboration de capsules jurilinguistiques;
- La publication de dossiers thématiques et de documents de référence;
- La production de matériel de formation;
- Les résumés de décisions touchant divers domaines du droit;
- Les schémas juridiques;
- La traduction de décisions judiciaires d'importance.

### **6.2. Clientèle cible des outils juridiques et jurilinguistiques**

La clientèle cible des outils juridiques et jurilinguistiques comprend toute la gamme des intervenantes et des intervenants du système de justice, y compris :

- Les juges, les juges associés et les juges de paix;
- Les membres/arbitres des tribunaux décisionnels;
- La clientèle étudiante et les membres du corps professoral des programmes de formation postsecondaire en droit et en justice;
- Les étudiants et les membres du corps professoral des programmes collégiaux en droit et en justice;
- Les avocats et avocates (les procureurs et procureures de la Couronne ainsi que les avocats et avocates travaillant à l'aide juridique ou en pratique privée);
- Les adjointes et adjoints juridiques, les techniciennes et techniciens juridiques et les parajuristes;
- Les jurilangagiers;



- Le personnel administratif des tribunaux (greffières et greffiers, sténographes, adjointes et adjoints);
- Les policières et policiers;
- Les agentes et agents de probation.

Il convient de souligner que les justiciables qui s'autoreprésentent font également partie de la clientèle cible des outils juridiques et jurilinguistiques.

### **6.3. Disponibilité des outils juridiques et jurilinguistiques**

De façon générale, les outils produits et enrichis par les membres du RNFJ sont hébergés sur les sites Web respectifs des membres et ils sont aussi accessibles par l'entremise du portail [Jurioource.ca](http://Jurioource.ca). De ce fait, toutes les ressources sont accessibles gratuitement, rapidement et facilement à l'échelle du pays.

De plus, certaines ressources sont aussi hébergées sur des sites spécialisés. À titre d'exemple, les décisions importantes traduites par des membres du RNFJ sont accessibles sur le portail [CanLII.org](http://CanLII.org), qui héberge, entre autres, tous les jugements des divers tribunaux canadiens.

### **6.4. Retombées qualitatives des outils juridiques et jurilinguistiques**

Les membres du RNFJ reconnaissent qu'il est impossible de mesurer ou de quantifier précisément les retombées des outils juridiques et jurilinguistiques qu'ils produisent. Cependant, tous sont convaincus du caractère essentiel de ces outils pour l'atteinte de l'accès à la justice dans les deux langues officielles.

Les membres expliquent que certains outils facilitent de façon générale l'expression du droit en français, et ce, dans tous les domaines de droit, et favorisent la connaissance et l'enrichissement du vocabulaire juridique en français.

Par exemple, la normalisation du vocabulaire constitue le fondement de la common law en français et les jugements importants traduits par les membres sont une source principale de la common law. Ces outils, en plus des lexiques, des mini lexiques et des capsules jurilinguistiques, facilitent l'accès à la justice dans les deux langues officielles. Ensemble, ils donnent une base solide à l'enseignement et à la pratique du droit en français et ils permettent ainsi d'établir un système de justice bilingue. Ces ressources diversifiées sont utilisées tant dans les programmes de formation postsecondaire que dans les formations en cours d'emploi et elles enrichissent le corpus de connaissances nécessaires à un environnement juridique bilingue.

## **7. Constats relatifs aux partenariats et aux collaborations**

L'essence même du RNFJ est la collaboration. Afin d'atteindre leurs objectifs et de remplir leurs mandats, les membres du RNFJ établissent des partenariats et des collaborations, ponctuels ou durables, entre eux ainsi qu'avec diverses autres parties prenantes.

Le travail collaboratif des membres comprend des partenariats officialisés par des ententes signées ainsi que des collaborations plus informelles.

## 7.1. Nombre de partenariats et de collaborations

Pendant la période de 2021-2022 à 2022-2023, les membres du RNFJ ont noué 609 partenariats et collaborations. Les partenariats portent sur un ou plusieurs objectifs distincts. Dans plusieurs cas, les partenariats entre les membres ou avec d'autres organismes visent deux objectifs ou plus. Les données administratives des membres concernés contiennent les noms des partenaires et les divers objectifs visés par les partenariats.

Il est important de souligner que les membres ne recensent pas forcément toutes leurs collaborations. Par conséquent, le nombre réel de partenariats et de collaborations est sûrement plus élevé.

## 7.2. Objectifs des partenariats et des collaborations

Les objectifs qui sous-tendent les partenariats et collaborations sont variés et visent principalement à améliorer la qualité des ressources et des formations offertes et à favoriser l'accès à celles-ci. Ces objectifs comprennent notamment :

- L'accès aux ressources juridiques et jurilinguistiques sur les sites Web des membres et le portail [Jurisource.ca](https://www.jurisource.ca);
- L'accès à des ressources juridiques sur des portails Web externes comme la publication des décisions importantes traduites sur le moteur de recherche CanLII;
- L'enrichissement de la liste des décisions importantes à traduire;
- L'élaboration des outils juridiques et jurilinguistiques;
- L'utilisation des outils juridiques et jurilinguistiques dans la création de modules de formation;
- Le travail de normalisation du vocabulaire français de la common law;
- L'octroi de bourses d'études postsecondaires, comme les bourses de français langue seconde de l'ACUFC octroyées à des étudiantes et à des étudiants de l'Ouest canadien inscrits à la Certification en common law en français et à la Concentration en accès à la justice en français;
- Les passerelles entre les établissements d'enseignement postsecondaire pour faciliter l'accès à certains programmes. Par exemple, la Faculté de droit de l'Université de Moncton a des ententes avec les universités suivantes :
  - L'Université de Saint-Boniface;
  - La Cité universitaire francophone de l'Université de Regina;
  - L'Université Laurentienne;
  - L'Université Sainte-Anne;
  - Le Campus Saint-Jean de l'Université de l'Alberta;
- La promotion de toutes les formations offertes dans l'ensemble du Canada;
- La soumission de projets mis en œuvre par un membre en collaboration avec d'autres membres du RNFJ;
- L'accès à l'apprentissage expérientiel;
- La détermination de lieux de stages;
- La désignation de conférencières et de conférenciers pour divers programmes et conférences;
- L'enrichissement et la mise à jour d'outils juridiques;
- La participation à des groupes de travail et à des comités consultatifs influents en matière d'accès à la justice dans les deux langues officielles;
- L'accès à diverses clientèles pour les évaluations linguistiques en contexte juridique;
- Le partage de connaissances et de pratiques en matière de langues officielles, y compris dans le cadre des rencontres du RNFJ.

### 7.3. Retombées qualitatives des partenariats et des collaborations

Au-delà de l'atteinte des objectifs énoncés dans la section précédente, il convient de mettre en lumière les retombées qualitatives découlant des partenariats et des collaborations établis par les membres.

Les principales retombées qualitatives, selon les membres, sont les suivantes :

- Le rayonnement et le succès continu des initiatives des membres;
- La détermination des besoins particuliers de différents groupes d'intervenantes et d'intervenants ainsi que la mise en place de formations et d'outils adaptés pour y répondre;
- L'élargissement de l'offre de formations pour répondre aux besoins d'une clientèle plus variée;
- Le développement d'idées innovantes;
- Le renforcement des relations de travail et l'établissement d'une relation de confiance entre les partenaires;
- La mise en commun des ressources et des expertises;
- L'établissement de réseaux pancanadiens de juristes bilingues grâce à des initiatives dont notamment :
  - Le concours de plaidoirie Michel-Bastarache, qui favorise l'interaction et le réseautage parmi les étudiantes et étudiants ainsi qu'entre des juges et des juristes de différentes régions;
  - La formation des formateurs et des formatrices du Centre canadien de français juridique, qui favorise l'interaction et le réseautage de ces derniers;
- L'obtention d'un bénéfice mutuel pour les partenaires externes, par exemple les juristes qui accueillent des stagiaires en droit et qui bénéficient ainsi d'une occasion d'améliorer leur pratique du français et de discuter de questions d'accès à la justice dans les deux langues officielles;
- Le renouvellement et l'amélioration des partenariats établis, de nombreux partenariats se poursuivant ainsi au fil des ans en raison de leur succès;
- L'enrichissement du réseau de partenaires grâce à des recommandations et à des références.

## 8. Conclusions de l'évaluation

Ce rapport de synthèse couvrant la période 2021-2022 à 2022-2023 illustre l'impact collectif des initiatives menées par les membres du RNFJ sur le renforcement de la capacité du système de justice canadien à fonctionner dans les deux langues officielles.

L'analyse des documents et des informations recueillies auprès des membres permet de tirer les conclusions suivantes.

Cette étude témoigne de l'ampleur et du rayonnement des travaux des membres. Elle met également en lumière le travail collaboratif accompli pour répondre aux besoins des professionnels de la justice et de la clientèle étudiante postsecondaire en matière de formations et d'outils.

La nature du RNFJ en tant que réseau de réseaux se confirme par la création de synergies entre les membres et d'autres parties prenantes. Le développement et la valorisation de partenariats sont notables. Le travail collaboratif agit comme une plateforme d'échanges et un incubateur d'initiatives structurantes qui visent à répondre aux besoins des acteurs du système de justice.

En effet, les membres du RNFJ forment des partenariats et des collaborations qui favorisent une offre élargie et enrichie de formations et d'outils juridiques et jurilinguistiques, ce qui leur permet d'atteindre une diversité d'objectifs. Ayant fait un tour d'horizon des travaux des membres pour les périodes de 2018 à 2021 et de 2021 à 2023, il est possible d'affirmer que toutes les initiatives des membres sont produites et/ou diffusées grâce à un travail collaboratif.

Selon les membres, grâce aux efforts collectifs :

- La qualité des ressources et des formations proposées ainsi que l'accès à ces ressources et à ces formations sont améliorés;
- La création de liens au sein de la communauté juridique bilingue à l'échelle nationale est encouragée;
- L'efficacité des initiatives menées par les membres du RNFJ est améliorée;
- Le partage de connaissances et de meilleures pratiques est de plus en plus important.

Grâce à ces approches collectives, les membres peuvent répondre à une demande qui dépasse leurs capacités individuelles.

Les initiatives des membres du RNFJ agissent comme des catalyseurs pour l'avancement de l'accès à la justice dans les deux langues officielles et pour la sensibilisation aux enjeux liés à l'accès à la justice dans les deux langues officielles.

## 9. Annexe

Rapport de synthèse sur l'impact des travaux des membres de 2018 à 2021



Impact collectif-  
travaux des membre

---